



Déclaration liminaire CSAL -FS du lundi 13 novembre 2023

M le président ,

Cette instance se tient dans un contexte sociétal qui cumule angoisse du lendemain et difficultés du présent.

Les agents de la DGFIP ne sont pas à l'abri de tout ce qui se passe et existe dans le pays. Les difficultés de fin de mois ne sont pas sans conséquences sur la santé des agents. De même, les effets du changement climatique (canicules, pénuries d'eau...) sont de plus en plus visibles d'année en année et leurs conséquences sur la santé humaine et la biodiversité s'imposent comme une préoccupation majeure. L'évolution des risques professionnels au regard du dérèglement climatique et des moyens mis en œuvre pour leur prévention est une question qui doit, dorénavant, occuper tous les acteurs et actrices de la santé au travail.

Nous vivons bien plus qu'une crise, l'écroulement d'un monde. La crise est un thème récurrent et utilisé par le capital pour avancer sa politique. La soi-disant crise économique et financière ne cesse de hanter les titres des journaux, émissions télévisées et autres médias, et, au plus haut niveau de l'État, les réponses apportées ne sont que diminution du nombre d'emplois et de moyens. Et si on partageait les richesses ? La solidarité et la bienveillance font souvent place à l'individualisme et à la haine de l'autre, l'étranger, le migrant, celui ou celle qui a une religion différente, celui ou celle en situation de handicap...

Devant les difficultés personnelles, les médias encouragent à trouver un coupable, voire à culpabiliser, alors que les responsables s'appellent : libéralisme, déréglementation, mondialisation ou dividendes et autres accumulations des richesses.

Lors de nos rencontres et échanges quotidiens avec les personnels, nous constatons leur désarroi et leur lassitude.

Pourtant, nous avons tous et toutes la volonté de rendre un service public de qualité malgré le manque de moyens humains et matériels, y compris informatiques, sans ressources documentaires, sans formations adaptées et suffisantes et, globalement, sans plus aucune certitudes professionnelles. Il existe un gouffre entre travail réel, travail prescrit et travail possible.

Depuis le Covid, bon nombre de citoyens ont pris conscience de l'importance du sens du travail. Les nombreuses fiches de signalement ne sont pas un hasard mais bien la partie visible de l'iceberg du mal être des agents. Les conséquences des bouleversements du contexte de travail sont énormes : souffrances physiques et psychologiques, dépression, agresseur, mauvaise ambiance, frustrations...

Ce mal-être au travail coûte cher à l'État (autour de 80 milliards d'€ soit 4 points de PIB) qui, pourtant, préfère encore aggraver les conditions de travail en continuant à mécaniser les missions, supprimer des postes ou faire la chasse aux arrêts maladies.

- Les pertes de repères suite aux incessantes restructurations, travaux immobiliers ou réorganisations faites à la hussarde dans une totale improvisation , on fait et on voit après, Sans oublier les changements de méthodes de travail dont le seul objectif est la rentabilité immédiate sans aucun regard sur le service public et la santé des agents.

- Les tâches répétitives, monotâches ou a contrario "l'hyper-polyvalence" faisant que tout le monde fait tout et personne n'est plus spécialiste de rien, mènent à une perte de savoir faire qui, à moyen terme, détruit la qualité du service public... À titre d'exemple, on peut citer ici la baisse de qualité du fichier patrimonial... sans bien sûr que les agents ne soient fautifs.

- À tout cela se rajoute un management davantage orienté vers la satisfaction des indicateurs que vers le mieux du service public ou le mieux au travail. La CGT le réaffirme, il faut une participation active des salariés dans l'organisation du travail et que les chefs de service se recentrent sur les missions de soutien et de support des collectifs de travail.

Vous le savez, pour nous, à la CGT, la protection des agents, le service public, les conditions de travail sont inséparables des emplois, des rémunérations, du partage des richesses et d'une vraie rupture avec le libéralisme.

Les élus CGTFIP84